



Université Cheikh Anta Diop de Dakar  
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



---

## ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,  
inclusive et génératrice d'emplois décentés en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

---

# COMMENT EXPLOITER LES POTENTIELS INUTILISÉS EN AFRIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE, ÉQUITABLE ET DURABLE

**ROMEO CIMINELLO**, Professeur à l'Université de la Tuscia Viterbe (IT) et Ancien professeur à l'Université Pontificale Grégorienne et Directeur Scientifique de la 4METX Srl de Rome

**RÉSUMÉ** : La situation en Afrique est complexe, dû à la diversité géographique, ethnique, à la diversité culturelle et aux traditions. L'Afrique est une réalité difficile à classer sous les profils sociaux, politiques et économiques. La situation de la francophonie des pays subsahariens, aura la République Démocratique du Congo comme manifestation emblématique des contradictions sur le territoire africain. La méthodologie de Lonergan sera adoptée pour évaluer l'impact sur le développement et la croissance économique en Afrique. Une nouvelle vision des politiques publiques sera basée sur un nouvel indice de développement visant une économie de proximité et de circularité pour un développement soutenable, équitable et durable. Cette économie doit être solide et inclusive et surtout capable de créer de nouveaux travaux. Dans les pays africains un modèle de développement innovant sera généré, porté par de nouvelles politiques publiques attentives au nouvel I.P.I. (Indice de Potentiel Inutilisé) qui sera appelé laboratoire du développement intégral de "l'homme pensant" par opposition à un "homme technologique" au profil humain robotique. L'évolution passera par l'agrégation des diversités progressivement construites sur des modèles de redistribution dans lesquels la valeur du travail n'aura plus à être l'objet d'un conflit avec la valeur du capital, mais grâce à des politiques publiques innovantes, elle pourra être une synthèse ciblée à la promotion du bien commun.

**MOTS-CLES** : Economie du développement ; Finance ; Politique Economique publique ; Economie de proximité ; Entreprise ; Travail

*Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

## Introduction

Parmi les pays de l'espace francophone à prendre en considération pour les besoins de cette étude, figurent par ordre d'importance la République Démocratique du Congo, qui après l'Algérie a la plus grande extension territoriale, le Tchad, le Niger, la Guinée, et le Mali suivis par le Centre République Africaine, Madagascar, Cameroun, République Populaire du Congo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Burundi, Gabon, Bénin, Sénégal et Togo.

En ce qui concerne ces pays, nous prendrons en considération le PIB, le PIB par habitant, le taux de chômage, la dette publique, population âgée moins que 15 ans, accès à l'Eau potable (EP) accès aux soins de Santé (SS), Kilocalorie/jour par tête, dépense Instruction, (Dep. Instr), Santé (Dep. Santé), dépense défense (Dep Défence) ainsi que l'indice de développement humain (IDH), Seuil de pauvreté (SP) des affaires (DB) et de la corruption perçue (CPI).

Outre la partie introductive et la conclusion, la présente étude est subdivisée en six points : (i) Cadre de référence de l'économie en Afrique ; (2) Importance des politiques publiques ; (iii) Signification d'économie solide et inclusive ; (iv) Indice de Potentiel Inutilisé (I.P.I.) ; (v) Comment générer des emplois décents en Afrique ; (vi) Défis actuels et futurs.

## 1. Cadre de référence de l'économie en Afrique

SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES PAYS AFRICAINS FRANCOPHONES																			
	SURF. KM2	PIB MLD\$	PIB/TETE/\$	POPULATION	POP.ACTIVE(M)	T.CHOMAGE	AGE<15	ACCES EP	ACCES SS	KCAL/TETE/J	DEP. INSTR.	DEP. SANTE	DEP. DEFENSE	DETTE PUB/PIB	IDH	SP 1,9051	SP 3,2051	D.B	CPI
BENIN	114783	25	1398	13421031	5148	1,6%	45,5%	85,4%	17,0%	2821	3,0%	0,5%	0,5%	55,0%	186	19,20%	31,30%	32,4	43
BURKINA FASO	270764	36	887	21251021	7797	4,8%	43,2%	47,2%	21,7%	2871	2,5%	2,3%	2,7%	38,0%	184	33,70%	61,00%	51,4	42
BURUNDI	27830	8	272	12225428	5266	1,8%	43,4%	62,2%	47,2%	1670	3,0%	2,7%	2,0%	52,0%	187	72,80%	89,60%	46,8	17
CAMEROUN	475440	90	1655	27224262	11954	3,9%	42,1%	65,7%	44,6%	2791	3,2%	0,1%	1,0%	37,0%	151	24,00%	47,00%	46,1	26
R.CENTRE AFRICAINE	622864	3	523	6091097	1997	6,6%	39,4%	37,2%	14,1%	1829	2,2%	0,8%	1,9%	53,0%	188	65,00%	82,90%	35,6	24
CHAD	1284000	29	697	17414717	5306	1,9%	47,0%	46,2%	12,1%	2258	2,8%	0,8%	3,1%	53,0%	190	33,20%	66,40%	36,9	19
COTE D'IVOIRE	322460	-	2522	29389120	8806	3,5%	37,9%	70,9%	34,6%	2958	3,4%	1,0%	1,3%	-	159	9,20%	34,90%	60,7	20
CONGO R.D.	3345000	69	609	98370000	32706	5,4%	46,3%	46,0%	15,4%	2064	2,7%	0,6%	0,7%	18,0%	179	77,20%	91,40%	36,2	21
CONGO R.P.	342000	29	2667	9657017	2216	23,0%	41,3%	73,8%	20,5%	2207	4,4%	0,8%	3,4%	131,0%	153	39,60%	64,10%	39,5	37
GABON	267688	37	8976	2253579	689	22,3%	35,9%	85,3%	49,8%	2875	3,2%	1,7%	1,8%	63,0%	112	3,40%	11,20%	45	29
GUINEE	242857	28	1230	12907393	4803	6,3%	41,1%	64,0%	29,6%	2704	2,2%	0,9%	1,5%	38,0%	182	23,20%	60,40%	49,4	29
MADAGASCAR	587041	40	502	28177762	14462	2,6%	38,3%	53,4%	12,3%	1897	3,1%	1,2%	0,7%	36,0%	173	78,80%	91,50%	47,7	26
MALI	1240592	41	930	21112000	7817	7,7%	47,5%	82,5%	45,4%	2873	3,8%	1,2%	3,3%	35,0%	186	16,30%	49,50%	52,9	28
NIGER	1287000	22	595	22723285	9248	0,8%	50,2%	46,9%	14,8%	2581	3,8%	2,0%	2,4%	45,0%	189	41,40%	75,10%	56,8	32
SENEGAL	196723	55	1607	17738768	4420	3,7%	42,1%	84,9%	56,8%	2895	5,5%	1,0%	1,6%	48,0%	170	7,60%	34,00%	39,3	43
TOGO	56782	13	992	7886000	2906	4,0%	39,5%	68,6%	18,6%	2519	4,0%	0,9%	2,0%	76,0%	162	24,10%	51,80%	62,3	30

Source: De Agostini atlas géographique 2023 Ed. Novara et   
<https://www.indexmundi.com/map/?v=143&r=af&l=it>   
<https://archive.doingbusiness.org/en/data>

La croissance économique en Afrique subsaharienne devrait décélérer à 3,3 % en 2022, contre 4,1 % en 2021 mais rebondir à 3,5% en 2023. Entre autres causes, le ralentissement de la croissance mondiale, la hausse de l'inflation exacerbée par le conflit en Ukraine, et un risque de surendettement. (BM <https://www.banquemonde.org/fr/region/af/overview#3>)

Comme on peut le voir, le PIB par habitant le plus bas est au Burundi (272 \$) et à Madagascar (502 \$), l'IDH le plus bas est celui du Tchad (190) suivi du Niger (189) ; le seuil de pauvreté le plus bas est à Madagascar (91,50%) suivi de la RDC (91,40%), le taux de chômage le plus élevé est en RCA (6,6%) suivi de la RDC (5,4%) ; Le Niger a la plus grande population de moins de 15 ans (56,8 %) suivi du Tchad (47 %) ; en ce qui concerne l'indice de corruption perçue en dernière position se trouve Madagascar (16) et en avant-dernière le Burundi (17).

L'indice « Doing Business » de la B.M. voit le Niger à la dernière place (56,8) suivi de Madagascar à l'avant-dernière (47,7), puis le Burundi (46,8), le Tchad (36,9), la R.D.C. (36,2).

Ce qui nous intéresse aux fins de ce travail, c'est le potentiel économique exprimé par la création potentielle d'entreprises qui permet de comprendre comment le pays se développe en termes socio-politico-économiques, puisque les entreprises sont le pivot sur lequel la structure de chaque Etat l'organisation repose.

Depuis 2003, l'indice « Doing Business », publié chaque année par la Banque mondiale en collaboration avec la Société financière internationale (SFI), fournit une mesure quantitative de l'environnement des affaires en analysant la discipline réglementaire et fiscale qui s'applique aux petites et moyennes entreprises. Entreprises tout au long de leur cycle de vie.

Les 11 indicateurs qui composent l'indice de compétitivité mondiale sont représentés par :



- ❖ **Création d'entreprise (Démarrer une entreprise)**  
Procédures, délais, coûts et capital minimum libéré pour créer une société à responsabilité limitée.
- ❖ **Réglementation du marché du travail**  
Flexibilité dans la réglementation du travail et aspects de la qualité du travail.
- ❖ **Obtention des permis de construire (Traitement des permis de construire)**  
Procédures, délais et coûts pour accomplir toutes les formalités de création d'une entreprise et les mécanismes de contrôle de la qualité et de la sécurité dans le système de permis de construire.
- ❖ **Utiliser l'électricité (Obtenir de l'électricité)**  
Procédures, délais et coûts de raccordement au réseau électrique, la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et la transparence des tarifs.
- ❖ **Transfert de biens immobiliers (Enregistrement de propriété)**  
Procédures, délais et coûts pour le transfert d'une propriété et la qualité du système de gestion foncière.
- ❖ **Accès au crédit (Obtenir du crédit)**  
Lois sur les garanties mobiles et les systèmes d'évaluation du crédit.
- ❖ **Protection des investisseurs (Protéger les investisseurs mineurs)**  
Droits des actionnaires minoritaires dans les opérations et l'administration de l'entreprise.
- ❖ **Commerce transfrontalier (Commerce transfrontalier)**  
Délais et coûts d'exportation du produit et d'importation de pièces automobiles.
- ❖ **Payer les taxes**  
Paiements, calendrier et taux d'imposition et de cotisation total d'une entreprise pour se conformer à toutes les réglementations fiscales.
- ❖ **L'exécution des contrats**  
Temps et coût de résolution d'un litige commercial et qualité des procédures judiciaires.
- ❖ **Litiges commerciaux et procédures d'insolvabilité (Résolution de l'insolvabilité)**  
Délai, coût, résultat et taux de recouvrement d'une insolvabilité commerciale et solidité du cadre juridique de l'insolvabilité.

## 2. Importance des politiques publiques

On pense que les politiques publiques sont des « habit prêt à porter » de prompt emploi, comme s'il suffisait qu'elles existent pour résoudre les problèmes des populations. En Afrique subsaharienne (ASS) on trouve une complexité de situations qui fait que les incompréhensions et les critiques dominent largement dans la population.

Les États qu'on a considérés sont fragiles et associés trop souvent à des gouvernements dont le pouvoir est dictatorial et parfois perçu comme illégitime. Tout c'est une source de découragements, et même de désillusions sans limite car les politiques publiques ne semblent pas répondre aux besoins de la population. Les politiques publiques ont leur fonction de permettre d'atteindre un équilibre global et donc la survivance des gens.

L'analyse des politiques publiques est très difficile à effectuer en Afrique, car la diversité des pays et des gouvernements ne nous permet pas de répondre aux milliers de questions qu'elle pose. Ce mot maintenant largement utilisé au niveau académique et dans le débat public, ne correspond pas à ce que sa traduction littérale de l'anglais « public policy » signifie.

Pour comprendre comment l'analyse des politiques économiques est menée par les hommes politiques d'Afrique subsaharienne, il suffit d'observer les résultats qu'ont donnés les actions entreprises par les différents gouvernements. Les pays pour lesquels nous avons observé les chiffres de quelques-uns des éléments fondateurs de la conduite des politiques économiques montrent que pour les gouvernants qui se sont succédé depuis le début des indépendances, a souvent et perdure d'assumer, un simple rôle de méthodes simples ou de listes de contrôle à l'usage des décideurs plutôt que la fonction d'une discipline scientifique fondée sur une structure consolidée de connaissances théoriques. Dès lors, il n'apparaît pas clairement si les politiques publiques sont des choix calqués sur des études de comportement politique, empruntés aux anciens pays colonialistes de référence, pour obtenir le consensus électoral le plus élevé ou, par contre, il s'agit d'une réelle volonté d'agir guidés par le souci de l'avenir promis dans la campagne électorale, parfois de manière trop hâtive et superficielle. La politique en tout cas reste peu concluante et suscite donc des réactions de méfiance, de mécontentement et de déception car elle élargit le détachement du politique de la question spécifique de la réalité sociale.

De nombreux auteurs dans le monde se sont penchés sur les politiques publiques, mais le terme et le concept sont essentiellement d'origine américaine où ils ont connu un développement fulgurant depuis les années 1950. En effet, aux États-Unis les recherches sur les politiques publiques et leur mise en œuvre ont consolidé une tradition fondée sur la notion de « Gouvernance » qui repose sur une action gouvernementale liée à une vision démocratique forte dans laquelle le peuple américain se sent à la fois impliqué et acteur car il répond à la question sociale.

L'objectif des politiques économiques doit d'abord résoudre le problème social qui, avec le processus de mondialisation et de révolution technologique en cours, transforme les modes d'action de l'État en modifiant la place et le rôle du pouvoir politique dans les sociétés modernes. Voilà donc comment se révèle la distinction classique entre la politique (une politique publique comme programme d'action) et la politique (la politique en général) qui conduit à la question de savoir comment se définissent les politiques publiques.

Il est difficile d'expliquer la correspondance entre action politique et politiques publiques si l'on n'a pas une compréhension claire des concepts de planification, de démocratie et surtout de gouvernement en plus de la définition des mots. Le risque que courent les États africains est de ne pas avoir une politique capable d'atteindre les objectifs de politiques économiques efficaces pour leurs citoyens, parce qu'ils n'ont pas eu dans l'histoire une expérience durable et structurée pour distinguer

les fonctions entre les différents régimes de gouvernement relatifs à manières de réguler les entreprises car depuis la fin du siècle dernier « Ce que nous vivons n'est pas simplement une ère de changements, mais c'est un changement d'ère. Nous sommes donc dans un de ces moments où les changements ne sont plus linéaires, mais d'époque ; constituent des choix qui transforment rapidement la manière de vivre, d'entrer en relation, de communiquer et d'élaborer la pensée, d'entrer en relation entre les générations humaines et de comprendre et de vivre la foi et la science"(Papa Francesco <https://www.ilfoglio.it/chiesa/2019/12/21/news/il-papa-alla-curia-non-siamo-piu-nella-cristianita-questo-e-un-cambiamento-d-epoca-293671/>).

Dans cette phase de transformation, donc, le pouvoir de l'État peut être facilement corrélé par les gouvernements africains, probablement avec un peu de confusion et sans pouvoir bien comprendre les différentes étiquettes, à l'Occident capitaliste et néolibéral à l'américaine, à celui de l'Union européenne d'approbation dirigiste et keynésienne ou à l'Est russe totalitaire et encore communiste ou bien encore à la vision chinoise étatiste et social-capitaliste.

Cette confusion relève d'un paradoxe évident : d'une part, ils assistent dans tous les domaines évoqués, à une sorte de montée en puissance de l'État régulateur, manifestée par la multiplication prodigieuse des interventions publiques dans tous les domaines de la vie quotidienne ; mais, en même temps, cette position de pouvoir est à l'origine de fortes protestations et de contrastes de mouvements populaires opposés qui expriment une profonde remise en cause des modèles d'action proposés par les politiques (« *gilets jaunes* », « *organisations syndicales* », « *no wax* " Le "*Groupe écologique LuetziBleibt*", "*Dernière génération etc.*)".

## 2.1. Définition des politiques publiques

Le concept d'ordre public dans notre langue recouvre un espace sémantique pour lequel nous n'avons pas de terme spécifique. C'est qu'en italien (comme d'ailleurs en français ou en allemand) le même terme (politique) est utilisé pour exprimer des sens différents

D'autre part, la langue anglaise a trois termes différents (*polity*, *politics* et *policy*) qui nous permettent de distinguer clairement les trois aspects différents du phénomène politique complexe.

Nous essayons d'identifier les aspects spécifiques qui caractérisent ces différents domaines et leurs interactions mutuelles. D'une manière générale, on peut dire que le *polity* a pour objet la communauté politique dans toutes ses sphères ; la *politics* est l'objet d'étude de la science politique, dont le thème central est celui de la compétition pour la conquête et la gestion du pouvoir politique, tandis que la *policy* (ou plutôt : les *policies*) constitue l'objet d'étude du *policy making*, c'est-à-dire de l'action publique. Politiques que nous pouvons présenter comme suit :

### 1) *Ce qui garde la communauté politique ensemble -> POLITY*

Qui est la définition de l'identité et des frontières de la communauté politique organisée, à travers l'identification : des aspects territoriaux, des aspects organisationnels-institutionnels, des aspects socioculturels.

### 2) *Qui gouverne et comment il gouverne -> POLITICS*

Quel est le problème de la conquête du pouvoir : étude de la compétition pour le pouvoir politique, du réseau institutionnel dans lequel ce pouvoir se formalise et de la dynamique de ce processus politico-institutionnel.

### 3) *Ce que fait le gouvernement et avec quels résultats -> POLICY*

Qui est la problématique de l'exercice du pouvoir : Étude de la « politique en action », c'est-à-dire du processus de production et de mise en œuvre des politiques publiques (qui implique l'interaction d'acteurs multiples), entendues comme des mesures visant des individus, des groupes ou des secteurs entiers d'une communauté politique.

Laissant ici de côté l'étude approfondie des caractéristiques du *polity*, observons plutôt attentivement les deux autres facettes importantes du politique qui nous intéressent.

#### *A. Le premier visage de la politique concerne :*

- *La sphère du pouvoir* (comprise comme la capacité d'influencer les décisions prises par les personnes), dans sa dimension politique elle est formée par une vision de l'architecture du pouvoir exercé à travers les régimes politiques, c'est-à-dire par les différentes manières de résoudre les conflits sociaux politico-économique soutenu par des règles du jeu partagé.

#### *B) Le second côté de la politique concerne*

- *Les politiques publiques*, c'est-à-dire le produit même du politique, sous la forme de décisions (ou non-décisions) gouvernementales à travers une analyse de cinq éléments.

La **POLITICS** concerne donc tous les processus liés à l'acquisition et à la gestion du pouvoir politique.

La **POLICY** affecte plus directement la plupart des gens. C'est le flux immense de décisions produites en continu par les institutions politiques qui, directement ou indirectement, ont des répercussions sur la vie quotidienne de chacun (individus, familles, groupes, entreprises, autres États, etc.).

Par conséquent, si l'étude des phénomènes politiques et la formation se sont concentrées sur le rôle fonctionnel des institutions et des organisations (telles que le gouvernement, les parlements, les groupes d'intérêt ou les bureaucraties) ou sur des types spécifiques de comportements et de phénomènes qui conditionnent de l'extérieur la formation des décisions politiques (élections comportement, attitudes de l'opinion publique, socialisation politique, culture politique), l'étude approfondie de l'analyse des politiques publiques (c'est-à-dire l'étude de l'élaboration des politiques) apparaît beaucoup plus importante car elle met en évidence le dynamisme procédural des phénomènes politiques, en se concentrant sur la politique en action, c'est-à-dire sur les processus et les interactions entre de multiples acteurs, privés et publics, collectifs et individuels, à travers lesquels sont recherchées des solutions à des problèmes d'intérêt collectif.

Dans le premier cas du *politics*, la logique des acteurs et des institutions prévaut et le discours sur le politique se réduit à une analyse de la compétition pour le pouvoir.

Dans le second cas de la *policy* cependant, où la logique d'action et de résultats prévaut, il devient possible de saisir l'interaction entre la structure et la dynamique des phénomènes politiques, soulignant comment les politiques publiques peuvent elles-mêmes être considérées comme une variable indépendante, au sens où les éléments d'une politique publique particulière affectent, lorsque l'on va voter, la détermination des caractéristiques des relations politiques qui ont lieu dans le domaine spécifique dans lequel cette politique publique est traitée.

Pour conclure le sujet, nous pouvons dire avec W.L. Jenkins 1978 "Une politique publique est un ensemble de décisions interdépendantes, prises par un acteur politique ou un groupe d'acteurs,

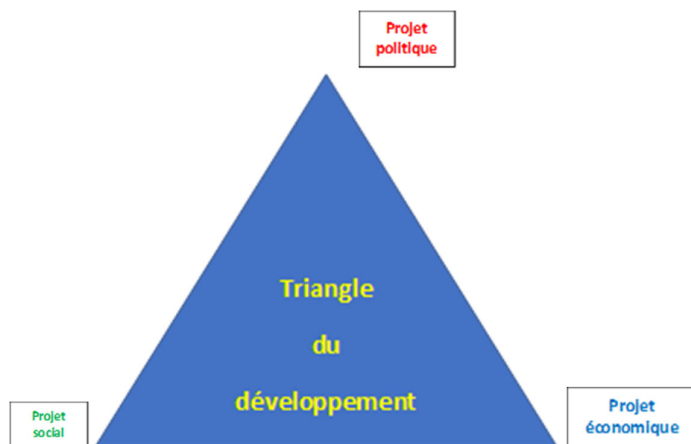


concernant la sélection d'objectifs et les moyens de les atteindre dans une situation spécifique dans laquelle les acteurs ont, en principe, le pouvoir prendre de telles décisions ».

## 2.2. Les Planifications (Projets)

### ❖ *LE TRIANGLE DU DÉVELOPPEMENT*

Aussi bien représenté par la théorie, le triangle du développement repose sur les trois aspects fondamentaux de la planification que sont la planification sociale (au sommet gauche à la base), la politique (au sommet supérieur) et enfin la planification économique (au sommet droit à la base).



#### 2.2.1. La planification sociale (projet social)

Qui se concentre sur le type de société à réaliser dans l'avenir à long temps, par exemple dans les cinquante prochaines années, quel type de classes identifier, c'est-à-dire quel est un ensemble d'actions, fondé sur une vision concrète des changements nécessaires à l'amélioration future des structures de la société en termes d'organisation sociale, de culture, d'agréations, d'associations, de structures de production de services, etc.

Puisque tout projet de société représente un enjeu anthropologique et organisationnel au niveau des objectifs comportementaux des acteurs et des groupes sociaux, réaliser un projet c'est d'abord avoir l'idée de l'idée, (car le projet est déjà une idée en soi) ayant une vision de la méthode à adopter et enfin la volonté, les moyens et les énergies pour y parvenir. Concevoir socialement, c'est se projeter vers l'avant, tirer les acteurs sociaux vers un meilleur contexte. Techniquement, une planification consiste en des cycles d'activités liées les unes aux autres, cohérentes et circonscrites dans un temps défini et limité tendant à atteindre des résultats, des produits, des services, visant les changements sociaux et/ou culturels que l'on veut accomplir. Ces activités doivent également être mesurables en termes d'impact, dans un contexte de référence et d'utilité appréciable pour les bénéficiaires. La planification sociale est donc une pratique structurée qui doit répondre à des finalités et stratégies précises, voire variables mises en œuvre par des méthodologies ciblées dans les différents domaines, pour satisfaire des besoins bien identifiés dans le cadre des besoins « sociaux ». La technique à adopter dans tout type de planification est le S.M.A.R.T. (Spécifique, Mesurable, Accepté, Réaliste, Temporel) et indique les critères de formulation d'un objectif, qui doit donc être spécifique, mesurable, reconnu, réaliste et expirant (Doran 1981).

### **2.2.2. Planification politique (projet politique)**

Comme un appui au social dans le but du bien commun bien compris. Quand on parle de politique (en termes de *politics*) il faut considérer la recherche du pouvoir exclusivement visée à des éléments de bien commun, c'est-à-dire le bien de tous et de chacun. La politique (*policy*) doit donc développer une dimension de planification (comprise comme une planification dialogique, capable de soutenir, d'orienter et de connecter des projets sociaux étendus. La politique (*policies*) doit être nourrie et orientée par la confiance, les idées partagées, la volonté de collaborer et les opportunités de collaboration produites par une planification sociale étendue. Dans l'action active de planification le politique (*politics*) doit créer un environnement favorable dans lequel la planification sociale peut se développer et rencontrer une planification politique correspondante. La politique (*policy*) doit intervenir, laissant aux acteurs directement impliqués le contrôle des actions qu'ils entreprennent et des résultats qui en découlent et tout cela doit être vu comme un enrichissement de l'écosystème participatif démocratique.

### **2.2.3. Planification économique (projet économique)**

Comme élément de soutien aux deux autres projets en termes de capacité à utiliser les actifs existants et disponibles pour la communauté. Pour permettre au politique (*policy*) d'exprimer sa planification en faveur de la réalité sociale, il est nécessaire de connaître exactement la consistance de l'actif économique disponible et sa nature afin de disposer des moyens et des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un développement eco-soutenable, durable et équitable.

## **2.3. La démocratie**

Parler de démocratie est toujours difficile car il n'y a pas de système démocratique approuvé qui soit valable et égal pour tous, encore moins pour les Pays africains. Nous nous limitons ici à définir des éléments pour comprendre comment le concept de démocratie est interprété et s'il existe de manière compatible dans les pays africains. Pour qu'on puisse parler de système démocratique et donc d'architecture démocratique, chaque pays doit avoir à sa base au moins quatre éléments fondamentaux, en plus d'un tissu de justice sociale bien défini et structuré : 1) un régime de paix ; 2) une situation de bien-être social généralisé ; 3) la liberté d'exercice de ses droits et d'opinion de tout être humain ; 4) une société ordonnée selon des critères d'équité sociale, politique et économique. Pour cela, il faut donc la répartition classique des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire, mais aussi les trois éléments de cohésion d'une structure nationale fondée sur la liberté, l'égalité et la fraternité. Est-ce qu'on peut trouver ces éléments réalisés dans les Pays dont on parle pour pouvoir affirmer qu'ils vivent dans des conditions effectives de démocratie ?

## **2.4. La gouvernance**

En ce qui concerne la gouvernance des affaires publiques, il est nécessaire d'avoir une classe dirigeante formée, c'est-à-dire qui sache fonder ses actions politiques et organisationnelles sur les valeurs fondamentales qui marquent la vie des citoyens. Donc les principes de référence pour une stratégie de développement réelle et concrète sont 1) le respect de la dignité humaine dans toutes ses expressions possibles de liberté ; 2) la promotion du bien commun bien compris ; 3) le principe de solidarité comme tissu qui soutient le développement intégral de l'être humain, 4) le principe de subsidiarité qui indique le respect des décisions des plus faibles par rapport au potentiel de chacun, single ou communauté, qui doit être promu et non imposé, mais seulement soutenu sur demande en cas de besoin; 5) le principe de responsabilité qui est un principe transversal à tous les autres fondé sur la conscience et la connaissance des effets que chaque décision ou action peut avoir comme conséquences. Sommé tout on peut résumer ce terme gouvernance comme l'ensemble des principes, règles et procédures concernant la gestion et le gouvernement de l'organisation publique d'un pays



ainsi que d'une entreprise, d'une institution, d'un phénomène collectif. A cet égard, je dois souligner que mon entreprise de haute formation 4METX srl, organise chaque année depuis 2017 un cours partagé entre Kinshasa et Rome, de « Gouvernance et gestion des entreprises publiques et privées » visant à créer de nouvelles compétences organisationnelles et de réflexion politique économique en appui à une nouvelle classe dirigeante en RDC et que jusque-là on a formé presque une vingtaine de fonctionnaires et dirigeants.

### 3. Signification d'économie solide et inclusive

Une économie solide doit être éco-durable pour produire un niveau de vie décent, une alimentation, une éducation, un travail, une sécurité sanitaire et une sécurité sociale abordable pour une population croissante et sécuriser les bases de production malgré le changement climatique. Les éléments qui nous donnent la certitude d'avoir une économie solide et inclusive sont ceux qui concernent l'économie du développement selon le « Manifeste de l'école de pensée d'économie du développement intégrale de l'homme » qui fait référence aux éléments indiqués dans les dispositions de l'ONU à travers la notion du bien commun à savoir une vie longue et saine, un accès aux connaissances et la capacité de les utiliser, un niveau de vie décent, une participation active à la communauté et une autonomie dans la prise de décision individuelle dans l'élimination de la pauvreté et la faim, en particulier dans les zones rurales où vivent la grande majorité des pauvres.

La nouvelle vision proposée par le Manifeste refuse d'accepter le capitalisme libériste comme base exclusive de la croissance économique et comme porteur de développement à travers les investissements possibles à partir du profit, de l'épargne et de la productivité industrielle. La nouvelle idée d'économie du développement solide doit avant tout viser la dignité de l'homme et son développement intégral. Dans le manifeste on dit : « Nous sommes en effet persuadés que le sous-développement ainsi que la pauvreté dépendent du degré d'ignorance existant parmi les gens des pays qu'on appelle pauvres.

Le manque de connaissance, surtout dans le domaine socio-économique permet l'exploitation des ressources matérielles et des ressources humaines qui sont souvent privées de protection et de respect de leur dignité à cause des abus des pouvoirs colonialistes des multinationales. Nous restons convaincus que le développement ne peut pas seulement provenir de transfert des richesses, mais du transfert effectif de connaissance aux gens pauvres et confrontés aux problèmes de sous-développement. ».<sup>1</sup>

Il dit encore : « La connaissance a toujours été une ressource importante pour la production (qui est différente de la production naturelle ou des animaux car elle est caractérisée par l'emploi dans le travail des capacités intellectuelles) mais aujourd'hui elle est devenue force productive fondamentale qui se base sur la connaissance scientifique.

C'est-à-dire la reproductibilité de ce qu'on affirme en termes des relations cause-effet. Voilà donc le parcours d'émancipation de l'homme : une fois qu'on acquiert une connaissance qui a la caractéristique de la reproductibilité, l'économie réelle a à sa propre disposition une ressource formidable qui consiste dans une connaissance abstraite (de la science et de la technologie) bâtie de manière d'être reproductible dix, cent, mille fois et dans des milieux différents. En effet, le travail de

---

1

[https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE\\_CATHOLIQUE\\_du\\_CONGO\\_MANIFESTE\\_OF\\_THE\\_SCHOOL\\_OF\\_THOUGHT\\_OF\\_ECONOMY\\_OF\\_INTEGRAL\\_DEVELOPMENT\\_Catholic\\_University\\_of\\_Kinshasa\\_p.3](https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE_CATHOLIQUE_du_CONGO_MANIFESTE_OF_THE_SCHOOL_OF_THOUGHT_OF_ECONOMY_OF_INTEGRAL_DEVELOPMENT_Catholic_University_of_Kinshasa_p.3)

recherche et d'assemblage du processus mécanisé employé pour projeter le prototype original peut être réutilisé au coût zéro pour construire la seconde, la dixième, la millième machine. »<sup>2</sup>

#### 4. Indice de Potentiel Inutilisé (I.P.I.)

Les alternatives pour un modèle de développement eco-soutenable, durable et équitable, visent en effet à concilier les aspects économiques, environnementaux, et sociaux mais surtout humains du développement et encore plus du développement intégral de l'homme comme énoncé par le magistère social de l'Eglise catholique. On peut bien comprendre qu'il n'existe pas un modèle définitif, mais que qu'il y a des degrés de liberté morale que chaque génération est obligée à choisir et donc il n'est pas possible d'arranger a priori un modèle définitif à suivre. Pour cela dans le Manifeste on dit que « Ce qu'on va proposer donc est un nouveau modèle de développement qui s'appelle « Néo-capitalisme éthique », fondé sur l'individualisation des potentialités de chaque pays en termes de richesse existante comme potentialités humaines, sociales, animales, physiques et végétales. Ces potentialités doivent être mesurées pour chaque pays comme richesse matérielle, c'est-à-dire comme capital : humain, social, animal et matériel. L'index à employer pour cela devra transformer le Produit National Brut (PNB) en Index de Potentialité Inutilisée (IPI). Après cet inventaire il faut envisager des stratégies de développement intégral c'est-à-dire eco-soutenable, durable et équitable mesuré par un nouvel instrument: l'indicateur d'impact financier. C'est-à-dire que tout projet de développement doit être mesuré par le résultat social obtenu par rapport aux hommes, à la société, aux animaux et enfin à l'environnement en considérant que l'indicateur n'est pas pour son propre profit mais pour celui de la communauté où l'on vit dans le respect non seulement de l'environnement du territoire mais aussi des besoins des générations futures dans le monde. Alors ce développement pourrait être soutenable car il tient en compte les nécessités environnementales et humaines du présent et du futur ; il devient pourtant durable, car le facteur temps devient la variable fondamentale de l'exploitation qui doit être renouvelable pendant les différentes périodes historiques. Enfin on pourra dire qu'il s'agit d'un développement équitable car il tient en considération les droits de tout le monde, présent et futur. »<sup>3</sup>

« Un autre changement de paradigme important doit être conçu qui voit l'économie circulaire remplacer l'économie linéaire et consumériste dans un nouveau concept de développement dans lequel « jetable » est remplacé par le concept de réutilisation, de récupération, la réparation, le réemploi et surtout la réduction et la rationalisation des consommations. » ( R. Ciminello, Est-il possible de repenser l'économie? : vers une économie résiliente, verte et inclusive. (colloque TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE sur la FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE "Vers une économie résiliente, verte et inclusive" 16-18 Mars 2022 Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au Senegal Inédit).

#### 5. Comment générer des emplois décents en Afrique

Pour la création d'emplois, il est important que les pays africains comprennent d'abord que l'ouverture, face aux réalités étrangères, est un élément de croissance et de développement. En fait, le développement est permis par la diversité des expériences. L'ouverture d'esprit et la création de nouveaux horizons d'activité sont importantes. En prenant la République Démocratique du Congo comme un pays aux ressources inestimables et exploité par d'autres plutôt que par ses habitants, on peut dire que la cause de leur pauvreté et de leur exploitation ainsi que de l'ignorance découle aussi de l'étroitesse d'esprit de la majorité de la population, qui découle de l'impossibilité de sortir et d'entrer

<sup>2</sup>([https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE\\_CATHOLIQUE\\_du\\_CONGO\\_MANIFEST\\_OF\\_THE\\_SCHOOL\\_OF\\_THOUGHT\\_OF\\_ECONOMY\\_OF\\_INTEGRAL\\_DEVELOPMENT\\_Catholic\\_University\\_of\\_Kinshasa](https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE_CATHOLIQUE_du_CONGO_MANIFEST_OF_THE_SCHOOL_OF_THOUGHT_OF_ECONOMY_OF_INTEGRAL_DEVELOPMENT_Catholic_University_of_Kinshasa) p. 3)

<sup>3</sup>([https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE\\_CATHOLIQUE\\_du\\_CONGO\\_MANIFEST\\_OF\\_THE\\_SCHOOL\\_OF\\_THOUGHT\\_OF\\_ECONOMY\\_OF\\_INTEGRAL\\_DEVELOPMENT\\_Catholic\\_University\\_of\\_Kinshasa](https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE_CATHOLIQUE_du_CONGO_MANIFEST_OF_THE_SCHOOL_OF_THOUGHT_OF_ECONOMY_OF_INTEGRAL_DEVELOPMENT_Catholic_University_of_Kinshasa) pag. 8)

librement dans le pays comme d'ailleurs dans la majorité des Pays africains. Afin de créer des situations de travail décent, il faut miser sur la création d'entreprises pouvant opérer avec aisance sur le territoire national.

Des entreprises pour l'avenir de la jeunesse. En effet, l'âge des habitants de moins de 15 ans est de 45,3%, et la population active représente actuellement 1/3 de la population nationale et, bien qu'avec l'accès à l'eau potable, 46%, par contre l'accès aux soins de santé n'est que pour 15,4 % de la population. De plus, le PIB par habitant qui s'élève à 609 dollars avec 91,4% vivant sous le seuil de pauvreté de 3,20 dollars par jour justifie la consommation quotidienne de 2 064 kilocalories nettement insuffisante pour mener une vie décente. Par ailleurs, si l'on considère que l'IDH est à 179 et que les dépenses militaires sont supérieures aux dépenses de santé par rapport aux dépenses d'éducation égales à 2,7%, on comprend que le chemin du développement est très difficile. Malheureusement, « l'indice de corruption perçue » est très élevé et se situe à 21 en bas du classement devant la Côte d'Ivoire avec 20, le Tchad avec 19 et le Burundi en dernière position avec 17.

Il ne paraît pas aisé de créer des entreprises capables de donner honnêtement du travail aussi pour la situation d'instabilité politique et de conflits tribales qui, dans certaines provinces, sont très risqués. La problématique des politiques publiques est alors confrontée à l'ensemble des onze éléments sur lesquels est construit l'indice « Doing business » présenté dans le premier paragraphe et ne semblent pas actuellement adaptés pour déterminer un changement de paradigme dans l'entrepreneuriat et par conséquent dans la création d'emplois. D'autres problèmes rencontrés dans la réalité congolaise, mais qui affectent ensuite tous les autres pays sont : le manque de connaissances précises, le manque généralisé de compétences organisationnelles, le manque de ponctualité et le manque de détermination. L'un des moyens de créer des opportunités d'emplois tant en RDC que dans d'autres pays est de combler ces lacunes par la constitution d'entreprises interethniques, c'est-à-dire d'entreprises coopératives qui prévoient l'agrégation de professionnels de différents pays, tant d'Afrique que de l'Europe en donnant vie à une nouvelle figure d'organisation collective. La figure de la société interethnique se configure comme une réalité d'insertion socio-économique difficile à cadrer actuellement. Nous sommes tous conscients des difficultés relationnelles qui existent non seulement entre les individus, mais aussi entre les groupes en raison des différences ethniques, culturelles et socio-économiques. Par conséquent, la seule façon de résoudre ce problème atavique est de créer l'entreprise comme un bien d'ordre pour permettre à chacun de s'exprimer dans son potentiel, ses attitudes et ses capacités. Non pas pour concourir de manière compétitive, mais pour concourir de manière intégrative et complémentaire. Parmi les différents risques auxquels sont confrontés les groupes socio-économiques en termes d'activité et d'organisation des entreprises, il y a non seulement des risques techniques, politiques, économiques ou financiers, mais aussi des risques liés au concept de culture et de dialogue interculturel, où la culture elle se concrétise en termes conceptuels relatifs à l'espace, au temps, aux us et coutumes, aux croyances et à la substantialité de la mémoire des événements sociaux. Sans entrer dans les particularités de ce qui est noté ci-dessous, on peut classer les risques relationnels sur la base des éléments clés qui composent le « caractère » distinctif d'un peuple : Risques de langage ; Risques religieux ; Risques de diversité des « valeurs » ; Risques de « mœurs » différentes ; Risques liés aux différences de perception de l'éducation ; Risques de contraste dans l'esthétique. Cependant, les entreprises interethniques peuvent procéder à leur estimation afin de pouvoir mettre en place des stratégies pour les gouverner, afin de transformer ces risques en opportunités.

Enfin, je peux affirmer, que dans les opérations internationales, en plus des connaissances géopolitiques, l'étude des relations culturelles et de l'influence relative sur les relations commerciales est essentielle. A côté des risques techniques, on peut affirmer que l'existence de risques relationnels inconnus pourrait être synonyme d'échec pour l'entreprise. Et c'est précisément dans ce contexte qu'est née l'idée d'une société interethnique. Les politiques industrielles et du travail à mettre en œuvre en RDC sur son vaste territoire et dans les différents pays francophones, concernent précisément ces

points et peuvent être mises en œuvre à travers des accords avec les pays de l'Union européenne pour créer une formation commune d'insertion et de développement sur à la base des ouvertures culturelles, ainsi que des connaissances techniques visant à multiplier les nouvelles entreprises qui pourront ensuite donner des emplois manufacturiers, agricoles ou de services à des chômeurs européens ou africains formés pour travailler dans des entreprises coopératives. Cela pourrait affecter les 17 objectifs mondiaux de développement auxquels, comme nous le savons tous, nous devons faire face comme des défis majeurs que le monde actuel nous présente.

Le dialogue social décrit par l'O.I.T. et de l'objectif n. 8 : « Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi et un travail décent pour tous » peut être atteint par la formation d'entreprises interethniques avec des travailleurs clés qui peuvent être trouvés dans huit groupes professionnels principaux: les travailleurs du système alimentaire, les travailleurs de la santé, les travailleurs du commerce de détail, les travailleurs de la sécurité, les travailleurs manuels, les nettoyeurs et les travailleurs de l'assainissement, les travailleurs des transports et les techniciens et employés de bureau. Tous ces travailleurs pourraient être insérés pour achever tous les sous-objectifs qui peuvent être atteints progressivement, comme une croissance annuelle d'au moins 7% du produit intérieur brut dans les pays en développement ; des standards les plus élevées de productivité économique grâce à la diversification, au progrès technologique et à l'innovation, en accordant également une attention particulière aux secteurs à haute valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre, et ce grâce à de nouvelles politiques axées sur le développement, qui soutiennent la production, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et qui encouragent la formalisation et la croissance des petites et moyennes entreprises, notamment par l'accès aux services financiers. Pour les autres, voir la publication de la Banque Mondiale : (" Guy Ryder, Lavoro dignitoso e agenda 2030 per lo sviluppo sostenibile" wcms615731.pdf pag.3). [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-rome/documents/publication/wcms\\_615731.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-rome/documents/publication/wcms_615731.pdf)

## 6. Défis actuels et futurs

Ce dernier point nous engage profondément dans la vision d'une Afrique renouvelée, une Afrique véritablement et enfin maîtresse de son destin. Pour donner une indication plus partagée, nous renvoyons à la publication « L'Afrique que nous voulons »<sup>4</sup> pour exprimer les défis actuels comme objectifs prioritaires et aspirations des pays africains qui sont résumés au point un des aspirations : « Une Afrique prospère portée par une croissance inclusive et le développement durable: éliminer la pauvreté, et les inégalités de revenus et d'opportunités ; création d'emplois, en particulier pour les jeunes, relever les défis de la croissance démographique et de l'urbanisation rapides, améliorer les habitats et l'accès aux services essentiels –eau, assainissement, électricité ; assurer la sécurité et la protection sociales; développer le capital humain et social (grâce à la révolution de l'éducation et des compétences avec un accent particulier sur la science et la technologie) ; et accroître l'accès aux services de santé de qualité, en particulier, pour les femmes et les filles ; transformer les économies des pays africains grâce à la valorisation des ressources naturelles de l'Afrique, la manufacture, l'industrialisation et la valeur ajoutée et améliorer la productivité, et la compétitivité ; transformation profonde de l'agriculture en Afrique pour permettre à l'Afrique de se nourrir elle-même et d'être un acteur majeur en tant qu'exportateur net des produits alimentaires ; exploiter le vaste potentiel de l'économie bleue/océanique de l'Afrique ; et enfin, mettre en place des mesures de gestion durable de la riche biodiversité, des forêts, des terres et des ressources en eau du continent ainsi que des mesures d'adaptation au changement climatique. »

<sup>4</sup> [https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-14\\_ten\\_year\\_implementation\\_french.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-14_ten_year_implementation_french.pdf)

## Conclusion

Après avoir constaté que la situation des pays d'Afrique subsaharienne recèle un potentiel de développement très élevé tant individuellement que dans son ensemble, on peut affirmer qu'il existe d'importantes conditions préalables au changement tant en ce qui concerne la situation actuelle que ce qui peut être envisagé pour l'avenir. La solution la plus importante à rechercher n'est pas tant la croissance économique que l'ouverture à l'intégration mondiale. L'Afrique avec l'Amérique latine reste le poumon vivant qui laisse respirer le monde entier et si elle ne trouve pas la force et l'énergie pour se remettre d'une torpeur qui a trop duré, elle finira par devenir la poubelle des pays et des multinationales qu'ils exploitent ses matières premières et d'autre part ils envoient également des déchets dangereux. L'Afrique a besoin de retrouver son autonomie à travers une confrontation culturelle qui ne doit pas la considérer comme subordonnée, mais capable d'acquérir le professionnalisme et les compétences nécessaires pour créer sur place l'impulsion nécessaire au développement.

L'Afrique possède tous les éléments d'un développement autonome, mais elle a besoin de se confronter et de s'intégrer à d'autres pays, sortant de la sujétion coloniale et de l'étroitesse d'esprit qui la relègue toujours à des images de la préhistoire et de l'esclavage. Ce qu'il faut faire actuellement, notamment dans les pays francophones, c'est s'ouvrir à des accords plurilatéraux avec les pays d'Europe et d'Amérique, réduire la dépendance vis-à-vis de la Chine et de la Russie en essayant de retrouver une autonomie politique et une capacité de développement économique ciblé pour un nouveau projet social. Pour ce faire, ils peuvent se référer à l'« École de Pensée de l'Economie du Développement Intégral de l'Homme » pour activer la stratégie proposée avec le nouvel I.P.I. (Indice de Potentiel Inutilisé). Les états qui le souhaitent pourront déjà bouger en mettant en œuvre entre-temps les points suivants pour une stratégie gagnante de développement :

- 1) Créer des accords avec des universités étrangères pour créer des formations en double diplôme universitaire (LMD) ;
- 2) Mettre en œuvre des accords bilatéraux ou plurilatéraux avec les gouvernements et les associations professionnelles pour inviter les entreprises à visiter les territoires africains donnant l'opportunité de créer des investissements dans des coopératives interethniques ;
- 3) Activer des accord avec l'« École de Pensée de l'Economie du Développement Intégral de l'Homme » de l'UCC a Kinshasa, pour l'évaluation du potentiel physique, animal et humain existant aux fins de l'I.P.I.
- 4) Créer un centre de recherche et de planification humaniste-opérationnel dans chaque ville dotée d'une université de niveau national ;
- 5) Créer des centres d'accueil et de formation anti-corruption dans les écoles élémentaires et des centres de placement dans les lycées et les universités.

## Références bibliographiques

### I. Ouvrages

1. A. La Spina, “*Politiche pubbliche. Analisi e valutazione*” Ed. Il Mulino Manuali 2020
2. D. Kübler, J. de Maillard, *Analyser les politiques publiques*, Grenoble, Pug, 2009;
3. G. Capano, A. Natalini (a cura di) “Le politiche pubbliche in Italia” Ed. Il Mulino Manuali 2020
4. L. Bobbio, Gianfranco Pomatto, Stefania Ravazzi “*Le politiche pubbliche. Problemi, soluzioni, incertezze, conflitti*” Ed. Mondadori Università, 2017
5. L. Boussaguet, S. Jacquot et P. Ravinet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 3e éd.
6. P. Duran, *Penser l’action publique*, Paris, LGDJ, 2010 2e éd.;
7. P. Hassenteufel, *Sociologie politique : l’action publique*, Paris, Armand Colin, 2011, 2e éd.;
8. P. Knoepfel, C. Larrue, F. Varone, *Analyse et pilotage des politiques publiques*, Genève, Helbing & Lichtenbahn, 2001 ;
9. P. Lascoumes, P. Le Galès, *Sociologie de l’action publique*, Paris, Armand Colin, 2012, 2e éd.;
10. P. Muller, Y. Surel, *L’Analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien, 1998;
11. R. Ciminello, R. (2018) How to Manage Migration Flows through a New Model of Development: Inter-ethnic Companies as Good of Order in DRC European Journal of Sustainable Development (2018), 7, 4, 71-83 ISSN: 2239-5938 - Doi: 10.14207/ejsd.2018.v7n4p71
12. R. Ciminello, R. (2017). Scuola di Economia dello Sviluppo Integrale: I.P.I. contro P.I.L. European Journal of Sustainable Development, 6(4), 370. <https://doi.org/10.14207/ejsd.2017.v6n4p370>
13. R. Ciminello, R. (2019). *The Importance of Infrastructures in the LDC’s Economic Sustainable Development. European Journal of Sustainable Development*, 8(3), 120.
14. S. Paquin, L. Bernier et G. Lachapelle (dir.), *L’Analyse des politiques publiques*, Presses de l’université de Montréal, 2011;
15. Y. Mény, J.-C. Thoenig, *Politiques publiques*, Paris, Puf, 1989;

### II. Webographie

1. <https://www.ilfoglio.it/chiesa/2019/12/21/news/il-papa-alla-curia-non-siamo-piu-nella-cristianita-questo-e-un-cambiamento-d-epoca-293671/>
2. <https://www.indexmundi.com/map/?v=143&r=af&l=it>
3. <https://archive.doingbusiness.org/en/data>
4. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/overview#3>
5. [https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-14\\_ten\\_year\\_implementation\\_french.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-14_ten_year_implementation_french.pdf)
6. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-rome/documents/publication/wcms\\_615731.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/---ilo-rome/documents/publication/wcms_615731.pdf)
7. [https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE\\_CATHOLIQUE\\_du\\_CONGO\\_MANIFEST\\_OF\\_THE\\_SCHOOL\\_OF\\_THOUGHT\\_OF\\_ECONOMY\\_OF\\_INTEGRAL\\_DEVELOPMENT\\_Catholic\\_University\\_of\\_Kinshasa](https://www.academia.edu/43040969/UNIVERSITE_CATHOLIQUE_du_CONGO_MANIFEST_OF_THE_SCHOOL_OF_THOUGHT_OF_ECONOMY_OF_INTEGRAL_DEVELOPMENT_Catholic_University_of_Kinshasa)